Mémoire des Artistes pour la Paix
à l’intention du Ministère de la Défense
À l’occasion de ses consultations
pour une nouvelle politique de défense du Canada

- 3 août 2016 -
SEPT SECTIONS

INTRODUCTION ........................................................................................................ P. 3 à 5

1. QUATORZE RECOMMANDATIONS DES APLP ........................................ P. 6 à 8

2. SIX MILITAIRES EXEMPLAIRES ................................................................. P. 9 à 12

3. LE MILITARISME DE L’OTAN ........................................................................ P. 13 à 18

4. LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL ET L’ARMÉE ............................. P. 19 à 27

5. RADICALISATION DES FRÈRES JUMEAUX MILITARISME ET TERRORISME ................................................................. P. 28 à 32

CONCLUSION : SEIZE RECOMMANDATIONS CONNEXES.... P. 33 à 38

« Être pacifiste, c’est avoir toujours présent à l’esprit
l’immense contenu du mot PAIX et tout ce qu’il signifie
de non-souffrance, de non-détresse et de non-désolation. »

Jean Rostand, biologiste (1894-1977)

« AUTREFOIS on fabriquait des armes pour les guerres.
AUJOURD’HUI, on fabrique des guerres pour vendre des armes. »

Arundhati Roy, écrivaine et militante indienne contemporaine
INTRODUCTION

Le désarmement est le leitmotiv de ce mémoire des Artistes pour la Paix (ci-après APLP).

Sur le plan civil, en opposition à la richissime National Rifle Association, nous avons appuyé après la tuerie de l’École Polytechnique (Montréal, 1989) la Coalition pour le contrôle des armes et Polyesouviènt. Membres des APLP, les sénateurs Jean-Louis Roux et Gérald Beaudoin ont fait adopter la loi C-68 sur le contrôle des armes à feu. Les députés de l’Assemblée nationale du Québec viennent de voter une loi selon nos vœux, assurant un meilleur contrôle des armes et nous comptons bientôt adresser au fédéral une demande d’interdiction de vente d’armes automatiques, comme celles qu’ont utilisées les tueurs de Bâton Rouge, Dallas et Orlando.

Sur le plan militaire, en opposition au complexe militaro-industriel, notre mémoire présente des priorités semblables de désarmement, celles que nous défendons depuis 1984.

Le Canada a été triple vainqueur en écoutant les conseils de l’Organisation des Nations-Unies :

- de ne pas accompagner les États-Unis dans leur guerre du Vietnam, grâce à l’indépendance d’esprit de Pierre Elliott Trudeau appuyé par le ministre Gérard Pelletier à la fin des années 1960 ;
- de refuser de suivre les Blair & Bush (Rumsfeld & Cheney) dans la guerre contre l’Irak : décision sage de Jean Chrétien, encouragée par la plus grosse manifestation, à l’échelle des populations des pays occidentaux, à Montréal en 2003, coorganisée par les APLP;
- de refuser de participer aux frappes aériennes en Syrie-Irak, démontrant de la part de Justin Trudeau une indépendance face aux militaristes pour laquelle les APLP l’ont chaleureusement félicité.

En 1992, rebaptiser le ministère de la Défense en ministère de la Paix et de la Sécurité constituaient déjà la principale recommandation de l’ENQUÊTE POPULAIRE SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ qui avait reçu plus de 600 mémoires à travers le Canada. Consultés pour la nomination de deux des cinq ministères.

1 Notre mission est de promouvoir l’idéal d’une Paix durable, obtenue pacifiquement en misant sur le désarmement, l’éducation, l’ouverture à l’autre, la justice sociale, le féminisme, le respect de la nature et la foi en l’Art comme vecteur de Paix
2 Le ministre Allan Rock a remis à cette occasion un diplôme d’honneur aux APLP
4 Voir http://www.artistespourlapaix.org/?p=7866
5 On trouvera un résumé de l’Enquête, effectué par le Centre de Ressources sur la Non-Violence, sur le site des Artistes pour la Paix : www.artistespourlapaix.org/?page_id=2659
commissaires chapeautant l’Enquête, Jules Dufour et Konrad Sioui, et en accord avec la nomination des autres représentants des trois partis principaux alors au Parlement, les APLP avaient organisé à partir de leurs bureaux de Montréal les audiences du Québec. Les résultats de l’Enquête nationale intitulée À l’heure des grands changements dans le monde - Pour une nouvelle conception de la sécurité, publiés en avril de la même année, se concluaient ainsi : « Ce n’est pas d’une politique de défense que le Canada a besoin, mais d’une véritable politique de sécurité », avec le constat PRIMORDIAL que « Notre pays doit jouer un rôle décisif dans la création des institutions mondiales et dans l’élaboration des accords visant à contrôler, étudier, réglementer, protéger et restauder l’environnement de notre planète. »

Les événements des trois dernières décennies confirment que notre réputation dans le monde et notre sécurité auraient gagné à ce que la politique canadienne soit articulée à partir des principes contenus dans ce rapport. Nous invitons les membres du comité consultatif sur la Défense à le relire, dans sa version traduite en français par les APLP qui inclut des photos, dont celle de la fresque autochtone coin Cherrier et Berri peinte à Montréal par l’APLP Sabrina Mathews, condamnant les exercices militaires de l’OTAN au Nitassinan (Québec-Labrador). Ce rapport a été commenté favorablement par le premier ministre Jean Chrétien.

En 1994, les APLP Pierre Jasmin et Jean-Louis Roux recommandaient essentiellement les mêmes changements devant le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des Communes sur la politique de Défense du Canada, vu que « le Canada est le pays à la fois le plus inattaquable au monde, de par sa position géopolitique, et le plus indéfendable, de par sa faible densité de population sur son immense territoire ». L’honorable sénateur Pierre de Bané, coprésident du comité, avait salué leur participation par ces mots en conclusion :

« Merci beaucoup de nous avoir apporté votre message idéaliste et généreux. Si nous n’avions pas d’artistes pour nous rappeler quels doivent être nos idéaux, il nous manquerait quelque chose. Je pense qu’effectivement, une politique de défense doit également être l’expression de nos valeurs et de nos idéaux. Je vous remercie beaucoup. »

---

6 Iona Campagnolo, pour le parti libéral, Douglas Roche pour le parti progressiste-conservateur et Joanna den Hertog pour le parti néo-démocrate; le Bloc Québécois, qui venait d’être fondé, n’a officiellement été représenté pour les questions de Défense qu’à partir des élections de 1993
7 L’année 1992 fut la dernière où les APLP ont reçu une subvention gouvernementale
8 Président des APLP lors de cette photo avec Jean Chrétien, actuel vice-président (cv sur demande) et auteur principal du présent mémoire, ainsi que de ceux de 1994 et de 2008
9 Comédien fondateur du Théâtre du Nouveau Monde, alors président d’honneur des APLP, nommé sénateur après cette comparution devant le comité mixte sénatorial et de la Chambre des Communes
10 Témoignage verbatim des APLP lors du Comité 1994 déposé en pièce annexée 1
Au début des années 2000, le rapport gouvernemental Canada 21, où siégeait un membre éminent des APLP, feu l’honorable Gérard Pelletier, recommanda aussi une diminution draconienne des dépenses militaires.

Le document de consultation du ministère de la Défense énonce que «l’examen de la politique de défense cherchera à évaluer l’approche actuelle, à vérifier si celle-ci est toujours adaptée aux prochaines années ». Mais à la lecture des deux pages précédentes, on constate qu’elle est plus d’un quart de siècle en retard puisque TOUTES LES RECOMMANDATIONS DES ANNÉES 92, 94 et 2000 ONT ÉTÉ IGNORÉES PAR LES MINISTÈRES DE LA DéFENSE SUCCESSIFS, TANT SOUS LES GOUVERNEMENTS CHRÉTIEN-MARTIN, QUE SOUS LE GOUVERNEMENT HARPER. En outre :


Le 30 mai dernier, Dominique Anglade, ministre économique du Parti libéral du Québec, interviewée à l’émission midi de Radio-Canada par Michel C. Auger, a émis l’hypothèse qu’il y avait une raison culturelle derrière le choix du Québec de peu développer l’industrie militaire : les APLP aiment y voir une reconnaissance de leur influence.

Cet été 2016, malgré le caractère démocratique discutable du processus (voir lettre du colonel Surtees en annexe 3), nous avons décidé d’apporter notre modeste contribution, vu l’ouverture manifestée par la ministre du Développement international et de la Francophonie, l’honorable Marie-Claude Bibeau d’abord à North Hatley le 7 juillet où Dominique Boisvert a pu présenter son point de vue et maintenant à l’Université Bishop’s, en ce 3 août. Nous la remercions.

* * *

11 Mémoire déposé en pièce annexée 2
12 On déplore par contre que les avions C-Series soient boudés dans le monde dit civilisé, parce que Bombardier y est moins considéré pour n’avoir pas développé d’application militaire
1. LES APLP RECOMMANDENT À LA DÉFENSE DE :

A) RÉINSTAURER LE BUDGET 2004 DES CASQUES BLEUS13 AVEC TROIS ENVOIS PROPOSÉS :

1- en Colombie pour appuyer la paix signée par le président Juan Manuel Santos avec les FARC;

2- en Afrique afin de protéger les pays menacés par les terroristes islamistes que la misère suscite et multiplie;

3- éventuellement, si la situation se stabilise, envoi de Casques bleus pour protéger les Kurdes de leurs nombreux ennemis : l’Armée Islamique, la Turquie, la Syrie, l’Irak et peut-être l’Iran.

B) CHANGER SA POLITIQUE GUERRIÈRE SELON QUATRE PROPOSITIONS :

4- Couper les liens du Canada avec l’OTAN, comme les APLP l’avaient recommandé au début des années 90, après l’abrogation du Pacte de Varsovie;

5- Entreprendre une rétrospective critique sur l’opération militaire du général Bouchard aux conséquences désastreuses en Libye et en tirer des leçons sur les opérations armées;

6- Réévaluer la politique canadienne agressive face à la Russie en rappelant les troupes stationnées (ou planifiées) en Europe de l’Est : pays baltes, Pologne et Ukraine;

7- Dénoncer la politique irresponsible d’armes nucléaires de l’OTAN, en exigeant le retrait de celles stationnées en l’instable Turquie14.

C) SOUTENIR LES SEPT PROPOSITIONS SUIVANTES :

8- Couper 75% de son budget en convertissant les Forces armées canadiennes en UNE FORCE CIVILE NON ARMÉE rattachée au ministère de la Sécurité Publique et de la Protection civile;

9- Renoncer aux F-35, frégates militarisées, drones armés, killer robots, hélicoptères Chinook, sous-marins atomiques et bouclier antimissile américain, et ne plus se faire complice d’armées alliées (É. U., Israël) dans leur utilisation de mines antipersonnel et de bombes à fragmentation;

10- Réévaluer la pertinence (diminuer leurs coûts excessifs) des vols acrobatiques aériens dangereux15, des fanfares militaires et des cadets royaux de l’armée canadienne;

11- Abroger les cours martiales (vu le jugement par la Cour Suprême du 22 juillet), instaurer une politique de justice selon les recommandations du colonel Drapeau16 et surtout protéger

13 Réinstaurer, si nécessaire, le Peacekeeping Training Center qui a été fermé par Harper en 2014 et la position de contribution canadienne aux Casques bleus, passée du tout premier rang au 60e

14 Recommandation écrite avant la tentative de putsch du 15 juillet

15 Recommandation écrite avant l’accident de Cold Lake le 17 juillet, avec décès du pilote Bruce Evans

16 Les APLP avaient organisé à l’UQAM une conférence conjointe Michel Drapeau avec Richard Séguin, notre coprésident d’honneur
les femmes et les membres LGBT, avec comme priorité des politiques internes de l’Armée canadienne, l’application rigoureuse des recommandations du rapport Marie Deschamps;

12- Recentrer préoccupations et actions17 du ministère vers le désarmement;

13- Respecter inconditionnellement les recommandations de l’ombudsman et du receveur général et empêcher toute dépense douteuse du ministère;

14- Augmenter de façon significative la présence de femmes et de membres des Premières Nations à l’emploi de l’armée et du ministère.

* * *

Les APLP sont conscients de mettre en avant des propositions qui, sauf les quatre dernières, sembleront utopiques aux yeux de plusieurs. Mais à notre avis, c’est la position actuelle du ministère de la Défense qui, reflétant les fantasmes des 1%, ignore les difficultés financières de 99% des citoyens canadiens, en particulier autochtones, et la misère de millions de réfugiés du Moyen-Orient, d’Afghanistan, d’Irak et de Libye que les politiques agressives militarisées ont aggravée, jusqu’à provoquer leur exil ou leur mort.

Notre recommandation de coupures d’au moins 75% au budget de la défense et du retour au niveau de 2004 du budget consacré aux Casques bleus, sabré par le premier ministre Harper durant son mandat, est réaliste à la condition de supprimer les budgets consacrés à l’OTAN et au NORAD, ainsi que l’équipement militaire de toutes les missions guerrières offensives, nocives pour le pays et pour l’humanité. L’Islande et le Costa Rica ont supprimé leurs armées « pour leur plus grand bien », selon un témoignage de l’ambassadeur du Costa-Rica à l’Université d’Ottawa le 3 mai dernier. Notre admiration pour Lester B. Pearson nous incite à ne pas recommander la suppression de l’armée : rappelons qu’il a reçu le seul Prix Nobel de la Paix canadien (1957) pour avoir créé les Casques bleus dont le besoin est manifeste, au service des gouvernements fragilisés en Afrique par la corruption et le terrorisme islamiste, ainsi que de la Colombie, qui a besoin d’être stabilisée après les dégâts causés par Alvaro Uribe, radical de droite intransigeant, aussi responsable que les révolutionnaires du prolongement d’une guerre civile meurtrière.

Comme une aide humanitaire par des soldats armés envoie un double message confus refusé par toute nation indépendante possédant un minimum de fierté, l’armée doit donc principalement être convertie en UNE FORCE CIVILE NON ARMÉE.

La COP21 à Paris, en décembre dernier, a révélé à l’humanité entière à quel point LA PROTECTION CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES doit mobiliser nos énergies et nos budgets, afin que nous soyons en mesure de répondre avec le matériel approprié, tant au Canada que dans l’assistance à des pays démunis amis, aux ouragans, tornades, épisodes de déchaînement climatique, feux de forêts, inondations, tremblements de terre, fontes des glaces

17 Une première action symbolique pourrait être de récompenser ses officiers Scott Cairns et Walter Dorn responsables de l’élimination des armes de destruction massive chimiques de Bachar al-Assad en Syrie
et du pergélisol dans le Grand Nord, fuites d’oléoducs et secousses sismiques qui s’intensifient avec la technique de fractionnement appliquée par les compagnies gazières : voici de vrais enjeux de sécurité qu’il est illusoire de penser résoudre sans une totale RÉVOLUTION DE LA MENTALITÉ GUERRIÈRE ET DE SA DÉPENDANCE AUX PÉTROLIÈRES ARABES OU AUX SABLES BITUMINEUX.

Ajoutons-y la pénurie d’eau potable au Mexique et au sud des États-Unis qui, en s’aggravant, pourrait provoquer un mouvement désordonné d’émigration forcée vers le Canada et même, qui sait, une tentative de la part de la plus grande puissance armée du monde d’annexer notre pays. Le ministère de la Défense ne pouvant évidemment pas protéger le pays d’une telle éventualité, doit absolument convertir sa mentalité guerrière en une préoccupation de sécurité en particulier environnementale se traduisant en d’importants TRANSFERTS DE FONDS :

- vers les ministères aux vocations internationales : ministères des Affaires mondiales; du Développement international et de la Francophonie; de l’Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté;
- vers un rétablissement des fonds de santé versés aux provinces (amputés par le gouvernement Paul Martin) afin d’aider notamment les itinérants, bon nombre d’entre eux étant constitué de soldats démobilisés ou renvoyés de l’armée;
- vers un financement généreux de l’actuel ministère de la Sécurité Publique et de la Protection civile, du ministère de l’Environnement et de celui des Affaires Autochtones et du Nord, ainsi que du ministère des Anciens Combattants;
- au profit d’une meilleure coordination des diverses forces policières, Gendarmerie Royale du Canada et Service canadien du renseignement de sécurité, car le terrorisme en sol canadien est en fait du banditisme. Quant au Proche-Orient, le terrorisme y est réaction à des gouvernements illégitimes et le ministère des Affaires étrangères doit le prévenir par une politique non alignée sur celle létale de la CIA.

N’ayant pour but que le bien commun et la sécurité du pays, ce mémoire veut persuader le gouvernement canadien que le DÉSARMEMENT est la clé de toute politique mondiale de paix. L’armée canadienne a justifié ses budgets exorbitants d’acquisitions d’armes par l’existence d’ennemis : une fois que l’Armée islamiste ne semble plus invincible, lorsque privée d’un approvisionnement d’armes comme celles tombées entre ses mains suite aux interventions armées occidentales malheureuses au Moyen-Orient et en Libye, l’armée canadienne cherche à motiver ses budgets par la quête guerrière désuète de l’OTAN contre les vieux épouvantails «communistes» Chine et Russie.

Nous disons simplement NON!

*  *  *
2- SIX MILITAIRES EXEMPLAIRES

Au ministère de la Défense, ont heureusement œuvré des personnes qui, par leur caractère exceptionnel et leur humanisme tranquille, ont réussi à imposer des visions ouvrant vers une redéfinition salutaire du mandat du ministère telle que nous venons de la dessiner. Nous viennent à l’esprit six militaires :

1. LE GÉNÉRAL ROMÉO DALLAIRE

Le général Dallaire a mis la lumière lors du génocide rwandais sur la tragique impasse des Casques bleus de l’ONU privés de l’appui financier et logistique qu’on n’accorde hélas qu’aux armées nationales. Son humanisme l’a aussi averti des risques de guerre nucléaire, contre lesquels il s’est joint aux campagnes de Pugwash Canada ; par ses voyages principalement en Afrique, il s’est mis au service de la cause des malheureux enfants-soldats, en particulier au Congo; son humanisme l’a enfin informé, au plus profond de son être, de la souffrance des militaires par la maladie mentale qu’on niait auparavant, dénommée syndrome de stress post-traumatique.

Voici une réalité à laquelle font face le ministère des Anciens Combattants, nos services de santé provinciaux et l’aide aux itinérants, auxquels devrait être transférée une part des sommes coupées au ministère de la Défense. On n’a pas idée des ravages que cause l’abus des antidépresseurs, favorisant hélas ce qu’ils cherchent à éviter, c’est-à-dire le suicide de milliers de nos vétérans. En cessant les missions de combat à l’étranger (sauf celles de paix par l’ONU), on envisage des réductions importantes de ces sacrifices humains. Rappelons en outre qu’un nombre impressionnant de tueries, comme celles récentes de Dallas et de Bâton Rouge, sont effectuées par des vétérans de missions armées de l’OTAN à l’esprit fragilisé. Félicitons encore une fois le général Dallaire pour ses accomplissements majeurs pour lesquels les APLP lui seront éternellement reconnaissants.

Photo 2007 de Roméo Dallaire entouré de la famille de Pierre Jasmin à Pugwash (Nouvelle-Écosse) et tenant dans ses mains la médaille du prix Nobel de la Paix accordé en 1995 au physicien Josef Rotblat, cofondateur des Conférences mondiales sur la Science et les Affaires mondiales Pugwash

18 Nous employons cette expression pour aussi signifier « dans l’armée canadienne »
19 Jasmin est aussi membre des comités exécutifs de Pugwash Canada et du Réseau canadien pour l’abolition de l’arme nucléaire
2. LE GÉNÉRAL JOHN DE CHASTELAIN

Le général De Chastelain a de façon responsable veillé à répondre chaque jour en conférences de presse de la situation tendue, lorsqu’il commandait les militaires qui ont encerclé Kanasetakeh en 1990; il s’est assuré en priorité que la crise d’Oka ne fasse aucun mort en refusant d’autoriser quelque intervention armée intempestive que ce soit, pourtant réclamée par des tribuns radiophoniques irresponsables tels Gilles Proulx et cie : nous le savons par des observations quotidiennes sur le terrain exercées par une membre de notre C. A. d’alors, la cinéaste-documentariste Alanis Obomsawin\(^{20}\). De plus, le travail du général De Chastelain en Irlande du Nord à la tête du Corps international de commission des armes a permis que les adversaires irréductibles catholiques et protestants acceptent, plutôt que de s’affronter en stériles et meurtrières chicanes, de s’asseoir dans un parlement où ils ont finalement partagé ...le légendaire sens de l’humour irlandais : ce résultat de paix, obtenu aussi grâce à l’action civile de Mairead Maguire, prix Nobel de la Paix 1976, a sollicité les efforts remarquables de M. De Chastelain\(^{21}\) qui a persuadé les milices ennemies de laisser détruire leurs caches d’armes, grâce à un écheancier réaliste et la réassurance de voir la partie adverse également désarmée. Cette paix obtenue a coûté \textit{mille fois moins} que l’envoi de troupes canadiennes en Afghanistan. Le mot-clé est DÉSARMEMENT, que le général Dallaire s’était vu refuser par les autorités new-yorkaises d’enclencher au Rwanda, quand une telle opération aurait pu éviter le génocide des Hutus.

3. RICHARD COLVIN

M. Colvin\(^{22}\) a révélé des pratiques systémiques de tortures de prisonniers de guerre par les autorités afghanes, ce qui n’a surpris personne, mais son témoignage courageux a aussi dénoncé une \textit{culture du secret au sein des forces armées canadiennes}, avec tentatives de censure de la part de hauts fonctionnaires canadiens. Il n’a pas hésité à répéter ce témoignage devant le comité parlementaire spécial sur l’Afghanistan à Ottawa en 2009.

---

\(^{20}\) On peut trouver notre hommage à Mme Obomsawin sur [http://www.artistespourlapaix.org/?p=7646](http://www.artistespourlapaix.org/?p=7646)

\(^{21}\) Aussi un artiste-peintre de talent, que les APLP ont rencontré le 28 novembre 2007 pendant plus de trois heures à l’invitation du Centre Droits et Démocratie hélas supprimé par le gouvernement conservateur

\(^{22}\) Officer on the provincial reconstruction team in Kandahar and later at the Canadian embassy in Kabul
Un rapport23 percutant de l’Institut Rideau vient de sortir le 7 juin sous forme de lettre au premier ministre réclamant une enquête urgente sur les transferts de prisonniers afghans. Nous sommes consternés que le présent ministre de la Défense ait pris la décision de ne pas y accorder suite.

4. L’OFFICIER SCOTT CAIRNS

Né à Winnipeg, Scott Cairns a contribué à annihiler les armes chimiques possédées par le régime syrien de Bachar al-Hassad. Soulignons à quel point août 2013 représentait un contexte incroyablement tendu pour son travail risqué car, malgré cette action de désarmement proposée par la Russie, la plupart des pays occidentaux, y compris le Canada de Harper, envisageaient plutôt le bombardement intensif de la Syrie. M. Cairns faisait partie de l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques (OPCW) opérant à partir de La Haye (Pays-Bas). Il pose fièrement sur cette photo avec le secrétaire général de l’ONU M. Ban Ki-moon et l’officiel suédois chargé de remettre la distinction du prix Nobel de la paix 2013 à l’OPCW.

5. WALTER DORN


24 Fondée par le diplomate canadien Philippe Kirsch qui habite la France mais avec qui les APLP restent en constant échange de courriels, la CPI représente l’avancement d’une société internationale davantage basée sur la justice plutôt que sur les opérations armées
temps pour lasser les journalistes les plus endurcis qui doivent s’acharner à chaque étape à prouver le contraire, ce qui est relativement facile pour les étapes 1 et 2, mais plus difficiles pour les étapes 3 et 4 et quasi impossible, quant à l’étape 5 si elle a trop tardé :

1- Ce massacre (torture, etc.) n’a jamais eu lieu.
2- Il n’a pas été perpétré par nos forces armées.
3- Si elles l’ont perpétré, c’est entièrement à mon insu.
4- Elles ont agi sans que j’en aie personnellement donné l’ordre.
5- Si j’ai donné l’ordre, c’est que j’avais à ce moment-là d’excellentes raisons de le faire.

6. DES CENTAINES DE MILLIERS D’ANONYMES

L’auteur de ces lignes a eu le privilège de confier la garde occasionnelle de ses enfants à une personne fiable qui a élevé seule sa nombreuse famille, avant d’épouser un sous-officier de l’armée canadienne revenant d’années de service en Allemagne. Il obéit avec une constance exemplaire à ses supérieurs de l’armée qu’il revoit plusieurs fois par année lors de fêtes organisées à grands frais – une seule fois par année serait plus raisonnable, et avec moins d’alcool, alors que lui et son épouse invitée n’en abusent jamais.

Sans avoir le statut des cinq personnes nommées précédemment, c’est un représentant symbolique de ces centaines de milliers de Canadiens sur qui le ministère de la Défense a pu et peut encore compter : ils accomplissent leur devoir de façon irréprochable, et s’ils sont retraités, ont le droit de jouir aujourd’hui d’un fonds de retraite mérité qui leur a chichement été mesuré dans le passé.

Nous appuyons l’intention du présent gouvernement et du ministre de la Défense d’améliorer leur sort.

* * *
3- LE MILITARISME DE L’OTAN

Notre définition du militarisme : « Militarisation excessive, par dogmatisme d’extrême droite ou par avantages personnels pour ceux qui l’appliquent. »

NOTRE PREMIER MINISTRE TRUDEAU AURA-T-IL LE COURAGE DE CHOISIR RÉSOLUREMENT L’ONU ET DE TOURNER LE DOS À L’OTAN, POUR ÉVITER DE DEVENIR L’OTAGE IMPUISSANT DU MILITARISME?

A. DROITE, GAUCHE, DROITE : VORWÄRTS!

La Grèce a reçu les félicitations de l’OTAN pour avoir fidèlement suivi au cours des ans ses recommandations de dépenses en armement (2.4% de son PIB) au deuxième rang à l’OTAN après les É. U. (3.4%, critiqués même par Donald Trump qui dénonce la bureaucratie rampante de Bruxelles). Les Grecs, surendettés avec des achats d’équipements militaires dont le pays n’avait nul besoin, ont connu un effondrement économique dramatique (suicides et morts de misère par milliers). Le héros de la résistance contre le régime des colonels militaristes, Mikis Theodorakis, a démissionné tour à tour de ses postes de ministres aux partis tant de la gauche des Papandreou que de la droite des Karamanlis, parce que ses leaders corrompus se sont armés, malgré ses mises en garde. Bien sûr, les banques françaises et allemandes, qui avaient financé ces acquisitions militaires à hauts taux, exigent d’être remboursées, abaissant encore le niveau de vie de la population exsangue. En Angleterre, l’échec récent du leader travailliste Corbyn de les ramener au bon sens d’une gauche qui refuserait de gaspiller des milliards de $ à l’achat de nouveaux sous-marins atomiques montre à quel point la corruption du parti de Tony Blair rejoint celle des conservateurs de Theresa May. En France, de même avec le consternant François Hollande qui ne se distingue plus de Nicolas Sarkozy dans sa surenchère militariste. Aux États-Unis, démocrates et républicains sont gangrenés par une même corruption de la part des industries militaires qui se sont stratégiquement installées dans un maximum d’États, comme le dénonce Michael Moore. Au Canada, les politiques des libéraux de Paul Martin ne se distinguaient pas de celles des conservateurs, alors qu’au paravant, libéraux de Pearson, de P. E. Trudeau et de Chrétien représentaient des compromis appréciables.

B. POLITIQUE IRRESPONSABLE ACTUELLE EN EUROPE DE L’EST

Depuis le tout début des années 1990, aussitôt le Pacte de Varsovie démantelé par le chef du præsidium soviétique russe Mikhail Gorbachev, les APLP avaient demandé que le Canada se retire de l’OTAN pour consacrer ses efforts militaires en faveur des Casques bleus de l’ONU.

Affrontements entre nationalistes ukrainiens et russophones de l’Est de l’Ukraine, déposition par la rue d’un gouvernement élu (et corrompu) favorable à la Russie et annexion de la Crimée

25 Légendaire musicien populaire national grec, nommé « artiste pour la paix » par la rectrice de l’UQAM Paule Leduc, qui lui a décerné un doctorat honorifique sur recommandation du professeur Jasmin, lors de sa direction à Montréal il y a dix-huit ans de son oratorio Canto general, sur la poésie de Pablo Neruda

Avant d’être accusés de lecture partielle de la réalité, rappelons celle incontournable de la Russie dont le passé fut marqué par les invasions successivement mongoles, teutonnes, françaises (Napoléon), alliées (armées blanches post 1918) puis nazies (plus de vingt millions de morts en URSS pendant la guerre 39-45). Sans minimiser le danger causé par le régime autoritaire de Vladimir Poutine ni le lourd passé communiste en Hongrie (1956), en Allemagne (le Mur de Berlin 1961-1989) et en Tchécoslovaquie26 (1968), la politique agressive actuelle de l’OTAN nous inquiète davantage que la Russie qui avait eu la bonne volonté de s’intégrer au G8.

C. POLITIQUE IRRESPONSABLE D’ARMES NUCLÉAIRES

Informés année après année par les enquêtes exhaustives menées par notre collègue à l’exécutif de Pugwash, la professeure Erika Simpson27, nous avons participé à quelques rencontres avec des responsables de l’OTAN, dont M. Ted Whiteside. Le constat est déplorable. Nous contestons d’abord la politique irresponsable d’armes nucléaires de l’OTAN28, mises par exemple à la disposition de forces stationnées en l’instable (et néanmoins alliée!) Turquie29.

The Incirlik Airbase, in southeast Turkey, houses NATO’s largest nuclear-weapons storage facility. On Saturday morning the 16th of July, the American Embassy in Ankara issued an “Emergency Message for U.S. Citizens,” warning that power had been cut to Incirlik and that “local authorities are denying movements on to and off of” the base. Incirlik was forced to rely on backup generators; U.S. Air Force planes stationed there were prohibited from taking off or landing; and the security-threat level was raised to FPCON Delta, the highest state of alert, declared when a terrorist attack has occurred or may be imminent. On Sunday, the base commander, General Bekir Ercan Van, and nine other Turkish officers at Incirlik were detained for allegedly supporting the coup. As of this writing (18 juillet), American flights have resumed at the base, but the power is still cut off.

According to Hans M. Kristensen, the director of the Nuclear Information Project at the Federation of American Scientists, underground vaults at Incirlik hold about fifty B-61 hydrogen bombs—more than twenty-five per cent of the nuclear weapons in the NATO stockpile. The nuclear yield of the B-61 can be adjusted to suit a particular mission. The bomb that destroyed Hiroshima had an explosive force equivalent to about fifteen kilotons of TNT. In comparison, the “dial-a-yield” of the B-61 bombs at Incirlik can be adjusted from 0.3 kilotons to as many as a hundred and seventy kilotons.

26 Jasmin y a enseigné le piano dix-sept étés entre 1991 et 2007
27 Dr. Erika Simpson, vice-president of the Canadian Peace Research Association (2015-17), is Associate Professor of International Relations at Western University and author of the book NATO and the Bomb.
28 Quoiqu’atténuée récemment grâce aux interventions répétées des antinucléaires, la politique de l’OTAN fait encore, mais moins agressivement, la promotion de l’arme nucléaire: “The latest NATO Strategic Concept, from 2010, no longer explicitly states that nuclear weapons are fundamental for the alliance’s security. [Their new policy states]Deterrence, based on an appropriate mix of nuclear and conventional capabilities, remains a core element of our overall strategy The circumstances in which any use of nuclear weapons might have to be contemplated are extremely remote. As long as nuclear weapons exist, NATO will remain a nuclear alliance”
29 Avertissement que nous utilisons depuis longtemps, bien avant la tentative de putsch du 15 juillet et l’horrible répression politique et les milliers d’emprisonnements par le président Erdogan qui ont suivi
Notre collègue Douglas Roche30 a expliqué le 4 juin cette situation contraire à l’esprit de l’ONU :

« Canada’s Defence Policy Review, Edmonton. NATO prevents Canada from fulfilling NPT Obligations. Although 127 states have signed the Humanitarian Pledge, which calls on all States Parties to the Non-Proliferation Treaty to fulfill their obligations to Article VI of the NPT, Canada is held back from signing by its allegiance to NATO, which holds that nuclear weapons are the “supreme guarantee” of security. NATO’s stance is incoherent with the NPT and the “unequivocal undertaking” all States parties have made to negotiate the elimination of nuclear weapons. The NATO policy prevents Canada from a full commitment to participating in ongoing work in Geneva, under U.N. auspices, to determine the best course for negotiations. This anomaly is certainly not reflective of Canadian values. The new Canadian government must work diplomatically with like-minded states within NATO to pursue work that brings NATO into harmony with the NPT. As the president of the International Committee of the Red Cross has stated: “Nuclear weapons are often presented as promoting security, particularly during times of international instability, but weapons that risk catastrophic and irreversible humanitarian consequences cannot seriously be viewed as protecting civilians or humanity as a whole. »

Murray Thomson32 qui a rassemblé plus de huit cents signatures de membres de l’Ordre du Canada pour que le Canada convoque une convention nucléaire, a renchéri le 11 juin:

« Why doesn’t Canada disavow NATO’s nuclear arms policies which, it says, are the supreme guarantee of our security”? Let me be more specific. Those policies say that:
1. We must maintain them indefinitely. No, say Article VI of the NPT and Steps 6, 9 and 11.
2. We will improve their use & accuracy (modernize them). No, say Article VI and Steps 2, 6 and 9.
3. We can use them first, if necessary. No, say Steps 6 and 9.
4. We can target non-nuclear weapon states. No, says NPT Article I.
5. We can keep them in Europe. No, says Article II.
6. We say “they are essential for peace”. No, say the NPT and all 13 Steps. »

D. PROVOCATION SURNOMMÉE « OPÉRATION RÉASSURANCE » ?

Sévit au Canada et principalement au Ministère de la Défense une absence totale de mise en perspectives politiques des provocations armées menées par l’OTAN. M. Scott Taylor, correspondant de guerre, a illustré leur danger en citant le général britannique à la retraite Sir Alexander Richard Shireff, selon qui une guerre Occident-Russie serait inévitable et commencerait par l’invasion de la Latvie: y opèrent déjà quarante de nos soldats canadiens au service de la mal-nommée Opération Réassurance, que M. Taylor suggère de renommer Opération Provocation, puisqu’elle est dans la lignée des opérations d’alignement de troupes de

30 En plus de son rôle à l’Enquête populaire de 1992, author, parliamentarian and diplomat, Douglas Roche O.C., appointed to the Senate of Canada September 17, 1998, was Canada’s Ambassador for Disarmament from 1984 to 1989. He was elected Chairman of the United Nations Disarmament Committee, the main U.N. body dealing with political and security issues, at the 43rd General Assembly in 1988
31 Non-Proliferation Treaty (UN); Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Nations unies)
32 Membre honoraire de Pugwash, officier de l’Ordre du Canada et ancien pilote de la Seconde Guerre mondiale, ami des APLP qui a reçu une œuvre des mains de Frédéric Back en mai 2010 en appréciation de ses services de paix

Germany’s Russia Ombudsman Warns of NATO-Moscow War :

« Gernot Erler has warned that military buildups in Eastern Europe could lead to war. By Damien Sharkov On 6/23/16

Germany has warned that the parallel military activity of NATO members and Russia towards their respective borders could lead to war, public broadcaster Deutsche Welle reported Thursday.
Speaking to local media, Berlin’s representative on Russia at the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), Gernot Erler, who is a member of the junior partner of Germany’s coalition government, warned a military buildup could cause “an uncontrollable situation, to the point of war.” (...) Both NATO and Russia are shifting their strategy to reinforce shared borders and focus military exercises on potential threats posed by one another. NATO has noted its deployments are defensive, rotational and not permanent. However, the Russian government has insisted measures such as the anti-missile shield have an attacking capability. “It cannot go on and the stop signal should be switched on until it is too late,” Erler said, reiterating comments made by minister of foreign affairs and fellow social democrat Frank-Walter Steinmeier last week. Steinmeier warned NATO for apparently warmongering with military exercises in Eastern Europe. “It is good that Steinmeier points to the dangers of an escalation of the situation,” Erler said. “And the fact that his words caused such a tumultuous outcry, shows that he has a point.”

E. DE LA LIBYE AU YÉMEN

Encore plus préoccupante pour la réputation des Canadiens, l’expédition de bombardements menée par l’OTAN de mars à septembre 2011 sur la Libye n’a jamais été réévaluée. Commandée par le général canadien Charles Bouchard, son mandat était de protéger les insurgés islamistes à Benghazi. Au lieu de quoi, le général, non contrecarré par le premier ministre militarisant Harper, a choisi de bombarder le gouvernement Kadhafi jusqu’à son anéantissement. Sans trop verser de larmes sur la mort du tyran libyen, force nous est de constater que le général Bouchard a trahi, ce faisant, le mandat plus étroit qui lui avait été confié par le Conseil de Sécurité de l’ONU, causant une totale perte de confiance de la part de...

33 Financial Times June 14, 2016
Nato sets out plan to put troops on eastern flank, Duncan Robinson in Brussels and Henry Foy in Warsaw. Nato defence ministers have fleshed out a plan to send troops to the alliance’s eastern flank in a bid to deter potential Russian aggression by placing forces near its borders. The US, UK Canada and Germany will lead four battlegroups to be based in Poland and the Baltics as part of a long-awaited but controversial tactic demanded by the alliance’s eastern members. The move marks “the biggest reinforcement of our collective defence since the end of the cold war”, according to Nato secretary-general Jens Stoltenberg

34 Rappelons que la carrière militaire de 38 ans du général Bouchard a vu son logique aboutissement, un an après sa retraite de la Royal Canadian Air Force, avec sa nomination comme représentant en chef au Canada pour Lockheed Martin, la firme principale avec Northrop Grumman qui construit F-35, drones et bombes nucléaires. Nous reviendrons sur ce genre de carrière qui sans être illégaile, nous semble profondément immorale et néfaste pour la paix.
la Chine et de la Russie qui ne lui ont, depuis, plus accordé leur confiance. Dans le numéro janvier-mars 2016 de Peace Magazine, l’ancien ministre des Affaires extérieures libéral Lloyd Axworthy interviewé par Metta Spencer résume ainsi les faits :

> I’ve been heavily involved in the development of the Responsibility to Protect idea. Canada was really the author in 1999-2000 of the resolution in the Security Council that UN peacekeepers should protect people. What went wrong in Libya is that what started out as an R2P mission – the protection of people – became a regime-change mission.

L’unanimité du Conseil n’est hélas pas la seule victime de ces bombardements : les armes de la Libye se sont retrouvées entre les mains des groupes islamistes nord-africains, se frayant un chemin à travers le Niger et le Mali (où la France est intervenue militairement) jusqu’aux pays en butte au terrorisme islamiste dont la liste suivante n’est pas exhaustive : Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Égypte, Soudan, Algérie, Tunisie, Somalie, Centrafrique, Éthiopie-Érythrée, Nigéria, ...y provoquant des famines épouvantables en sautant les frontières continentales jusqu’au Yémen en guerre civile.

**F. ARRÊT DES FRAPPES AÉRIENNES**

Nous avons appuyé le 22 octobre 2015 très peu de temps après son élection le jeune premier ministre Justin Trudeau, qui a demandé de cesser les frappes aériennes contre l’Armée islamique : les témoignages de l’urgentologue montréalaise Joanne Liu nous ont fait connaître les dommages subis à répétition par l’ONG Médecins sans Frontières aux mains des frappes dites chirurgicales américaines. Les frappes aériennes de l’OTAN agravaient la destruction des villes syriennes et irakiennes, poursuivant le carnage entamé par l’Armée islamique. Notre premier ministre a avec raison plaidé pour que le Canada aide plutôt les Kurdes à se défendre, pas les Turcs sunnites munis des bombes nucléaires de l’OTAN, ni les Irakiens chiites appuyés par les Américains, ni le dictateur Bachar al-Assad appuyé par les Russes ...

Et n’oublions pas, en complicité avec le président Bush et l’appui tacite de l’OTAN, l’opération militaire désastreuse en Irak du premier ministre militariste Blair si bien décrit dans le film de 2010 Ghost Writer de Roman Polanski. Le rapport britannique Chilcot vient de révéler officiellement l’ampleur destructrice de cette opération qui sans même calculer les dégâts collatéraux, a causé jusqu’à présent un quart de million de morts, alors qu’attentats terroristes sunnites continuent de dévaster Bagdad et autres villes irakiennes. Elle fut menée contre l’avis de l’ONU qui avait pourtant mis fin aux rumeurs de possession d’armes de destruction massive de la part de Saddam Hussein par une enquête menée au péril de sa vie par l’inspecteur suédois Hans Blix qui en avait livré les résultats négatifs au Conseil de Sécurité de l’ONU.
G. TRAFICS D’INFLUENCE

En 1983 l’ex-premier ministre Joe Clark avait perdu le vote du congrès conservateur qui devait le reconfirmer à la tête du parti au profit de M. Brian Mulroney, à la suite de grenouillages du marchand d’armes bavarois Karlheinz Schreiber. Ce dernier avait affrété à ses frais un avion pour transporter de la Côte-Nord des délégués hostiles à la réélection de M. Clark, qu’on jugeait trop pro-ONU, pas assez pro-OTAN. Suite à l’emprisonnement de M. Schreiber, l’ex-ministre des Travaux publics canadien Elmer MacKay a payé son lourd cautionnement, avant que Schreiber soit finalement déporté et condamné en Allemagne. Elmer est le père de Peter, ministre de la Défense dont nous avons obtenu la démission, mais dont la mère Macha, divorcée de son père Elmer, est une militante pacifiste exemplaire à l’exécutif du Réseau canadien pour l’abolition de l’arme nucléaire et membre fondatrice de WHEN, Women Health Education Network.

Enfin, rappelons que c’est l’OTAN qui avait persuadé la première ministre Kim Campbell de s’engager en campagne électorale avec des dépenses prévues de six milliards de $ pour soixante EH-101, qu’elle a réduits à quarante, croyant ainsi sauver ses élections après le tollé soulevé par les APLP à la CBC. En outre, M. Claes, ancien ministre belge alors secrétaire général de l’OTAN, a été reconnu, peu de temps après, coupable d’avoir reçu des pots-de-vin qu’il a naïvement reversés à son parti socialiste belge, d’où l’accusation retenue contre lui et la compagnie italienne Agusta, fabriquant ces EH-101.

Les différents secrétaires généraux de l’OTAN qui ont succédé à M. Claes ont sûrement pris bonne note de son erreur : laquelle, croyez-vous?

* * *

De gauche à droite, Jasmin, Macha MacKay et l’historien américain Lawrence Wittner à l’inauguration d’une exposition sur la paix au Musée de la guerre à Ottawa (30/5/2013)
4- LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL ET L’ARMÉE

Ce dernier fait nous amène à amorcer l’étude de gaspillages au ministère de la Défense, en butte aussi au lobbying grassément rémunéré de l’industrie militaire. Bombarder est une action très rentable pour cette dernière, certains missiles utilisés au Proche-Orient coûtant un million de $ pièce. Les armées deviennent sous l’influence des industries militaires des marteaux qui voient, en chaque situation internationale tendue, un clou qu’il faut frapper.

Le président Eisenhower, ancien général donc plutôt bien informé sur le complexe militaro-industriel, en dénonçait les « guerres perpétuelles, profits perpétuels. Chaque fusil fabriqué, chaque navire de guerre lancé, chaque missile déclenché signifie en fin de compte un vol perpétré à l’encontre de ceux qui ont fain sans qu’on les nourrisse, de ceux qui ont froid sans qu’on les vête ». Est-il utile de rappeler les équations suivantes colligées par Conscience Canada (Nos impôts pour la paix) et le groupe TASC?

1. Un avion bombardier B-2 Spirit Stealth draine le même budget que l’accueil de 25,000 réfugiés pendant leurs six premières années;
2. Ne pas acheter une arme automatique C7A2 permettrait d’approvisionner 33 élèves avec des fournitures scolaires;
3. Un véhicule blindé LAVVIII coûte le prix de vaccins pour 47,962 personnes;
4. 100 millions de $ pour un seul CF18 Super Hornet correspondent à quatre milliers d’étudiants jouissant de bourses pour quatre ans d’études universitaires gratuites ou à 6,563 places de garderies avec repas fournis pour une année complète;
5. Le Canada dépense 4,9 fois davantage dans l’action militaire que dans l’aide à l’étranger, où le pays n’accorde même pas le tiers de l’investissement recommandé par l’ONU (0.7% du PIB).

Plus que jamais, les artistes réclament la paix... sans les armes
A. GÉNÉRAUX TROP NOMBREUX, MAL INFORMÉS ET SEXISTES

Le 3 novembre 2005, lors de la tournée canadienne de consultation du Comité des Affaires étrangères sur le projet de nouvelle politique extérieure gouvernementale, la présidente des APLP Carmen Ferlan et le vice-président Pierre Jasmin avaient ainsi témoigné :

« Nous réclamons un changement majeur, pour que les budgets des ministères des Affaires étrangères et de l'Aide internationale réunis soient augmentés au détriment de celui du ministère de la Défense : ses trop nombreux généraux, grassement rémunérés, n'ont toujours aucune obligation de se renseigner auprès des Affaires étrangères sur les vraies menaces qui pèsent sur la sécurité des Canadiens et ils continuent donc à gaspiller des milliards pour contrer des menaces qui ont cessé d'exister depuis dix ans35 ! Voici un objectif prioritaire, l'éducation de nos dirigeants militaires en politique internationale, que nous recommandons à l'examen de votre comité, qui pourrait sans doute compter sur la collaboration de notre gouverneure générale et chef des forces armées, madame Michaëlle Jean, dont la préoccupation pour la paix mondiale est reconnue. »

Cette pléthore de généraux qui fait l'objet de quolibets de forces armées alliées et adverses draine un budget démesuré en salaires et avantages divers (logements et voyages en avion gratuits, etc.) et assure la mainmise du pouvoir entre des mains masculines sexistes en écartant les femmes. On connaît par le rapport de l'ancienne juge de la Cour suprême Marie Deschamps l'épidémie d'agressions sexuelles dans l'armée canadienne. Certains généraux dinosaures machistes auraient dû se tenir loin du colonel Russell Williams de sinistre mémoire : il a pourtant allègrement gravi les échelons de sa carrière dans les forces armées aériennes, où on admirait sa détermination, avant qu'il soit tenu coupable de meurtres crapuleux d'officières, hélas moins admirées que lui.

B. EXEMPLES DE GASPILLAGE : SNOW BIRDS, FRÉGATES ET PROGRAMMES INFORMATIQUES


35 De retour d'URSS d'un tournage pour Martin Duckworth de l'Office National du Film, Pierre Jasmin avait dû essuyer l'accusation du ministre de la Défense, M. Bill McKnight, qui le tint en 1988 « personnellement responsable d'une invasion imminente du Canada par l'URSS » comme instigateur principal de l'abandon de l'achat de sous-marins nucléaires par le gouvernement Mulroney. Et ce ministre était sincère, à six mois de la chute du mur de Berlin ! Voilà un exemple flagrant d'une analyse militariste du ministère de la Défense, quand elle est déconnectée du ministère des Affaires étrangères ! Le ministre aurait dû se renseigner sur le « communisme » de Jasmin à son retour d'une année d'étude au Conservatoire de Moscou en 1978 auprès d'artistes dissidents tels la poète Achmadouлина et le pianiste Neuhaus (fils adoptif de Boris Pastermak, auteur du Docteur Jivago, œuvre censurée par les communistes). De plus, il avait dès 1985 participé à la création avec l'autre vice-président des APLP Dimitri Roussopoulos de la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix (CQDP - pacifistes non-alignés).
Rappelons en outre que l'industrie pétrolière et ses oléoducs fuyants encouragent fortement ces gaspillages puisque selon Valérie Dufour (Journal de Montréal, novembre 2008) :

« Il en coûte jusque 41 629 $ l'heure (en carburant, pièces de rechange, entretien, amortissement, soutien technique et équipage) pour faire voler avions et hélicoptères du ministère de la Défense nationale (MDN). Ainsi, c'est sans surprise qu'on apprend que les chasseurs CF-18 sont les appareils les plus coûteux. »

Les vols acrobatiques aériens, comme ceux qui ont eu lieu à Trenton en Ontario les 24 et 25 juin derniers avec les Snow Birds, avec des C-47 et des B-52 américains et lors de la fête du Canada à Ottawa le 1er juillet dernier, valent des millions de gallons de kérosène coûteux et polluant, sans compter la haute probabilité d'accidents aux conséquences meurtrières (Cold Lake). Dans les années 1990, une lettre signée conjointement par Gérard Pelletier, Pierre Dansereau, Antonine Maillet, Jean-Louis Roux et d’autres APLP avait fustigé le directeur de l’aéroport Mirabel pour avoir voulu organiser un air show (sic) avec simulation de bombardements fictifs lumineux d’un B-52 importé des É. U. ! Nos immigrants vietnamiens traumatisés par de réels bombardements des années plus tôt des mêmes avions, dont ils reconnaissaient le bruit terrifiant, ont été soulagés par notre intervention réussie auprès du commanditaire principal qui a fait annuler cette portion indécente de l'air show.

Tout effort cosmétique de remanier le ministère de la Défense sera vain. Car il n’y a aucune sécurité à transformer deux frégates en machines de guerre offensives, comme l’a fait le gouvernement Harper à des coûts astronomiques. Il fallait les laisser, comme les dix autres, au service de missions de paix en inspection de nos milliers de kilomètres de côtes, afin d’empêcher les chalutiers étrangers de venir racler nos fonds marins giboyeux, afin d’intercepter tout cargo contenant des pavots sud-américains ou de venir en aide à des bateaux de pêcheurs ou de la Garde côtière canadienne surpris par une tempête. Joël-Denis Bellavance de La Presse a justement dénoncé en 2011 l’octroi d’un contrat de 29 milliards de dollars à la société Irving Shipbuilding à Halifax pour la construction de vingt-trois navires de combat, dont l’équipement militaire a été confié à... Lockheed Martin Canada.

Permettez-nous aussi de reprendre l’exemple, oublié de tous, le plus flagrant de l’insouciance dépensière du ministère de la Défense révélée dans l’article suivant, écrit par les APLP en août 2007 :

La frégate HMCS Winnipeg le 7 octobre 2015 au large des côtes écossaises
« Un fonctionnaire du ministère de la Défense, Paul Champagne, responsable des achats informatiques, a détourné à son profit personnel (...) une somme vingt fois supérieure à celle qui a fait couler beaucoup d’encre, c’est-à-dire le scandale des commandites. (...) La fraude prouvée est de 105 000 000.00 $CAD, vous avez bien lu, cent cinq millions de dollars partis en fumée au ministère de la Défense, qui clame en avoir récupéré une grande partie, toutefois. L’affaire traîne depuis 2003 et ne sera résolue qu’au prononcé de la sentence, prévu le 7 janvier 2008... La somme correspond à cent mille dollars de fraude par jour ouvrable (l) du « travail » de M. Champagne sur une période de plus de quatre ans ! [ces 105 millions représentaient probablement plus que le budget total des opérations du ministère de l’Environnement en 2003]. »

C. DÉMISSIONS DEMANDÉES ET OBTENUES : CAMPAGNES CONTRE LES F-35

Les APLP ont réclamé avec succès les démissions du général Rick Hillier et des ministres de la Défense Gordon O’Connor et Peter MacKay, tous soupçonnés d’avoir utilisé leur poste pour indûment favoriser certains contrats militaires lucratifs. Le gouvernement libéral actuel croit avoir trouvé une solution pour ne plus avoir à justifier les augmentations de coûts des équipements militaires qui souvent font plus que tripler entre l’achat projeté et leur livraison : ne pas révéler les coûts au départ! Quelle honteuse suggestion libérale qui aggraverait le militarisme que nous dénonçons en tenant la population canadienne dans l’ignorance! Pourquoi ne pas écouter plutôt l’avertissement lancé par le général américain à la retraite George Lee Butler et instaurer une politique d’étanchéité en nommant des inspecteurs pacifistes ?

« In his memoir, Butler (...) disparages what he calls the “two-way flow” of senior military officers “moving out of uniform and into the corridors of key defense industries”, and the reverse migration of top industry executives coming into high-level positions in the Department of Defense. It’s not illegal, and need not be unethical, but it is fraught with opportunity for mutual nest-feathering, sweetheart deals, inflated [military] requirements and massive contracts.”

Inutile de dire que ce général a vite été ostracisé (des quolibets militaristes disaient : « The Butler did it », en critiquant quelques dépenses courageusement sabrées au début de son règne), contrairement à notre ex-général Bouchard grassement rémunéré par Lockheed Martin Canada qui vient d’émettre un avertissement qu’il facturerait près d’un milliard de $CAD au ministère de la Défense du Canada s’il laissait tomber le contrat des F-35. À quand une nouvelle loi canadienne pour empêcher de telles collusions avec le privé?

L’Américain Andrew Cockburn renchérit :

« When it comes to Pentagon weapons systems, have you ever heard of cost “underruns”? I think not. Cost overruns? They turn out to be the unbreachable norm, as they seem to have been from time immemorial. In 1982, for example, the Pentagon announced that the cumulative cost of its 44 major weapons programs had experienced a “record” increase of $114.5 billion. Three decades later, in the spring of 2014, the Government Accountability Office (GAO) reported that the military’s major

36 After taking the Strategic Air Command helm in 1991, Butler summoned to Omaha the leaders of firms that he said had "pocketed trillions of dollars in profits" by making Air Force and Navy strategic hardware — Boeing, Lockheed, Northrop, Rockwell, General Dynamics, McDonnell Douglas, Raytheon, and others — to tell them it was time to stop growing and start cutting the weapons business.
programs to develop new weapons systems -- by then 80 of them -- were a cumulative half-trillion dollars over their initial estimated price tags and on average more than two years delayed. A year after, the GAO found that 47 of those programs had again increased in cost (to the cumulative tune of $27 billion) while the average time for delivering them had suffered another month’s delay (although the Pentagon itself swore otherwise). And little seems to have changed since then -- not exactly a surprise given that this has long been standard operating procedure for a Pentagon that has proven adamantly incapable not just of passing an audit but even of doing one. »

Justement, l’exemple le plus révélateur est le dossier des monomoteurs F-35, à propos desquels le Washington Post écrivait récemment :

*High-profile examples have also arisen showing how the military can regard technology too optimistically, revealing some of the risks of embracing it. For example, the F-35 Joint Strike Fighter was envisioned as a flexible, all-purpose craft that could suitably serve every branch of the U.S. military. Instead, it's become a costly, time-consuming experiment that — according to multiple reports over the years — doesn't even work. Its parts wear out before they're supposed to. It can't defeat older planes in dogfights. It's vulnerable to hacking. And that's before the fighter has ever encountered any real enemies.*

Entre notre premier article les dénonçant en 2010 et la réalité actuelle, les coûts de cette « dinde volante » qui n’a encore affronté aucun ennemi ont plus que quadruplé.

**D. KILLER ROBOTS ET DRONES ASSASSINS**

Plusieurs articles informés du professeur en génie électrique de l’Université Laval, Michel Duguay, nous mettent en garde contre ces programmes d’apprentis sorciers dont le principal problème à nos yeux est d’ordre humaniste :

- le manque de fiabilité des opérations avec de nombreuses erreurs sur la personne visée
- le sens de responsabilité émoussé de la part des opérateurs qui se trouvent souvent sur un autre continent et s’imaginent en train d’opérer un jeu électronique

Nous joignons à ces réflexions la lettre révélatrice d’un lanceur d’alerte (whistleblower) :

« With great humility but great hope, I’m writing to you from a hostel room somewhere in Berlin, attempting to reach out to tell you something that I and others like me know — but governments and weapons companies would prefer you didn’t question. My name is Cian Westmoreland and I am a former U.S. Air Force communications technician who built the signals relay station for receiving and transmitting data -- used in airstrikes -- obtained over 240,000 square miles of Afghanistan. I discovered that in the time I served there, my system was a key component used in bombings from drones and other aircraft that killed at least 359 innocent civilians. This was a number derived from a UN Assistance Mission in Afghanistan report for the year 2009. Knowledge of my "life’s work" at that time took me down a painful path of tremendous guilt, hopelessness, isolation and nightmares to what ultimately culminated in me looking over a bridge at the Rio Grande, with the plan of taking my own life in October 2015. It was news of a bombing -- using my equipment -- of an MSF hospital in Kunduz, Afghanistan, that brought me there that day. I committed myself to the VA to protect me from harming myself. Less than a month later, on November 18, 2015, I decided to join fellow drone

whistleblowers Brandon Bryant, Michael Haas, and Stephen Lewis in speaking out as a group for the first time. We drafted a letter to President Obama, General Michael Hayden and CIA Director John Brennan urging them to stop the extrajudicial bombings, reminding them that this policy is creating more terrorists than it is eliminating. For all of us, there is no turning back. In the past month, I have been connecting with people around the globe, touring with drone surveillance whistleblower Lisa Ling with a film she is in called "National Bird," directed by Sonia Kennebeck, to educate the public about what the drone program really is, and to represent those people who have been psychologically and physically traumatized by drones on all sides of these strikes. »

C. Westmoreland, first Drone Whistleblower Fellowship of the Roots Action Education Fund.

Les 359 morts civiles attribuées aux drones relevées par une mission des Nations unies en Afghanistan pour la seule année 2009 sont atténuées par le Pentagone qui faisait abondamment circuler le 2 juillet sur Radio-Canada le chiffre de 116 morts civiles DEPUIS 2009.38

E. BOUCLIER ANTIMISSILE

Nous doutons que la décision récente du gouvernement Trudeau d’accorder sans appel d’offre un contrat de 48,5 M $CAD pour la livraison du système Polar Epsilon 2 de surveillance maritime par satellite nous permettra de voir plus clair dans ce dossier. Notre lettre39 du 18 juin 2014 au ministre de la Défense Rob Nicholson contenait un rapport reçu d’un expert américain montrant que le bouclier antimissile, qui a déjà englouti SANS RÉSULTAT 40 milliards de $ aux États-Unis, est un projet à écarter:

« Le 3 juin dernier, le conseil d’administration des Artistes pour la Paix se penchait sur le projet de bouclier antimissile nord-américain auquel les sénateurs, tant libéraux que conservateurs, sont favorables et que vous semblez accueillir avec intérêt. Ce serait hélas dans la foulée de votre projet funeste d’achats de F-35 qui, selon les calculs de mon collègue de l’University of British Columbia, Michael Byers, pourraient nous coûter entre 56 et 126 milliards de $! Le « bouclier », au départ un élément du projet Star Wars de Ronald Reagan, avait resurgi au Canada en 2004, relayé par Donald Rumsfeld jusque dans la cour de Paul Martin qui venait, avec l’aide d’industriels militaires de Toronto, de déloger Jean Chrétien à la tête du Parti libéral. Nous avons alors organisé une forte campagne, aidée par les Conférences pour la science et les affaires mondiales Pugwash, qui voyaient le bouclier comme un obstacle majeur aux efforts de non-prolifération nucléaire. Une rencontre, le 13 mai 2014 à Ottawa, du Réseau canadien pour l’abolition des armes nucléaires, nous a permis de consulter un expert américain, senior Science Fellow au Centre for Arms’ Control and Non-Proliferation, l’Honorabile Philip E. Coyle, qui nous a informés sur la supercherie que constitue le projet : le moindre essai coûte au bas mot une centaine de millions de $ et échoue lamentablement à même intercepter

38 Late last week the Obama administration released shockingy underreported numbers claiming that the U.S. government has caused only 64 to 116 civilian deaths by drone strikes. These numbers simply don’t add up. Independent organizations estimate that the number of civilian deaths is closer to 8 times that amount! At CODEPINK, we agree that the numbers are underestimates of the actual civilian death toll. It is impossible to verify the government’s numbers when the administration refuses to reveal their methodology or information on specific strikes. “You can’t grade your own homework,” as one political analyst noted. We know as a fact that the Obama administration is automatically categorizing every adult male over 18 killed by drones as an enemy combatant – and this is outrageous. Our Yemeni friend Faisal bin Ali Jabar wondered in a powerful article, “was my family counted?” The lack of transparency shows that the Obama administration is using civilian casualty numbers as a political tool to normalize drone strikes

un engin ami dont on connaît la seconde et le lieu de lancement! Et un bouclier « efficace », sur le qui-vive 24 heures sur 24, devrait opposer à un missile ennemi de provenance mystérieuse, accompagné en outre de dizaines de leurres, des dizaines d’antimissiles au coût de plusieurs milliards de $. Bref, une manne pour le complexe militaro-industriel. Pourquoi diable ce projet insensé est-il relancé ? C’est qu’il profite d’une terminologie assimilable à une « défense », alors qu’il ne fait que relancer la militarisation de l’espace et la course aux armements en suscitant l’hostilité de la Chine (qui aurait plus d’argent que l’Amérique du Nord à investir dans un contre-projet balistique)! C’est pourquoi, avec le NPD et le Parti Vert, les Artistes pour la Paix espèrent que vous renoncerez à ce projet aussi coûteux et pernicieux, à nos yeux, que le pipeline Enbridge Northern Gateway auquel M. Harper vient hélàs d’accorder son appui.»

F. BOMBES À FRAGMENTATION ET MINES ANTIPERSONNEL

« Notre pays a voté en faveur de la résolution sur la mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous munitions, comme il le fait chaque année depuis la présentation de cette résolution. Au cours des dix dernières années, le Canada a versé plus de 230 millions $CAN pour soutenir de tels efforts, notamment par l’entremise du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales de mon ministère »

... écrivait le 23 mars dernier aux APLP le ministre des Affaires mondiales Stéphane Dion40.

Mais s’il a ratifié dès 2008 la Convention internationale contre les cluster bombs, le Canada, devenu le 90e État membre de la Convention le 16 mars 2015 lors de sa signature à l’ONU, a émis l’intention de légiférer avec ce qui fut alors perçu comme les intentions les plus croches de TOUS les États membres. Depuis deux ans, madame Erin Hunt de Mines-Action Canada et les partis d’opposition à M. Harper ont travaillé au Canada pour amender ce projet jugé inacceptable du ministre Baird et de son successeur, au point que la loi adoptée pratiquement sans amendements le 1er septembre dernier a reçu une sanction méritée d’opposition de TOUS LES PARTIS. Cette législation du gouvernement Harper a entraîné notre honte d’être Canadiens lors de la réunion des États membres à Dubrovnik en septembre dernier! Des fonctionnaires du gouvernement Harper y ont présenté cette loi obscène en tentant vainement d’introduire des modifications à la Convention pour allouer à des alliés militaristes l’usage de ces bombes dont plus de 90% des victimes sont des enfants ou des fermiers voulant nourrir leurs familles41 : le Canada a évidemment été conspué pour cette tentative infâme d’allier contre l’esprit de la convention, par l’ensemble des pays membres et par le comité international de la Croix-Rouge. Comme M. Earl Turcotte, ancien fonctionnaire chargé de ce dossier et maintenant membre du Groupe 78, l’exprimait dans son article au Ottawa Citizen le 10 décembre dernier, il serait plus que temps que le Canada répudie les clauses inadmissibles de sa législation, hélàs introduites à la demande de généraux du ministère de la Défense. Certaines d’entre elles autoriseraient des alliés à en faire l’usage, - nous pensons à l’Ukraine et Israël, derniers utilisateurs occidentaux de bombes à fragmentation à notre connaissance -, et même à un général canadien de pouvoir donner le commandement de les utiliser en cours de conflit!

40 On peut lire la lettre complète du ministre sur http://www.artistespourlapaix.org/?p=10240
41 Lire notre article du 12 septembre http://www.artistespourlapaix.org/?p=7585
G. PRISONNIERS DE GUERRE AFGHANS

Le 15 juin 2016, à peine une semaine après l’alerte mentionnée lancée par l’Institut RIDEAU, Joël-Denis Bellavance, dans La Presse, titrait l’un de ses articles « l’ordre de terroriser des détenus innocents Afgans dénoncé ». Même si M. Trudeau veut y consacrer la plus grande part à des objectifs humanitaires, l’engagement de 365 millions de $CAN annoncé le 9 juillet pour ce pays ne nous rassure guère quant à la sécurité et des afghans et de nos Canadiens.

(Ottawa) Geste sans précédent, des membres de la police militaire qui ont servi en Afghanistan réclament que toute la lumière soit faite sur les abus qui auraient été infligés aux détenus afghans qui étaient sous leur garde entre 2010 et 2011. Dans une lettre coup de poing de quatre pages remise à La Presse, ce petit groupe de policiers, qui demandent l’anonymat compte tenu du fait qu’ils risquent la prison pour cette sortie, soutiennent que près de la moitié des Afghans qui ont été capturés par les soldats canadiens au cours des opérations menées durant cette période et qui ont été incarcérés au centre détention de la base militaire de Kandahar n’avaient aucun lien avec les insurgés talibans. En fait, ces prisonniers ont plus tard été relâchés par le commandant des opérations, faute de preuves qu’ils appuyaient les insurgés, après avoir passé en moyenne deux mois dans le centre de détention sous la garde de la police militaire des Forces armées canadiennes, soutiennent-ils, alors que le gouvernement canadien affirmait publiquement qu’ils étaient détenus en moyenne entre 48 et 96 heures, tout au plus. Près de 50 % des personnes incarcérées par la Police militaire n’étaient que des gens comme vous et moi, des époux, pères de famille, fermiers, qui n’avaient strictement rien à se reprocher. Pourquoi et comment ce mépris de nos lois et nos valeurs canadiennes peuvent-ils survenir ? » affirment ces policiers militaires dans cette lettre qu’ils signent ainsi : « Protéger et Servir ».

H. CONTRE L’ARMEMENT DE L’ESPACE

Paul Meyer42 a émis il y a presque deux ans l’avertissement suivant :

« In concert with like-minded states, engage in a diplomatic campaign to overhaul the current UN disarmament machinery, especially to overcome the paralysis of the CD [Genève]. It is scandalous that the NAM (and others) can still publicly affirm that the CD is “the sole, multilateral negotiating body on disarmament” despite the fact that since 1996 all multilateral ACD agreements have been concluded elsewhere. Distinct, but also related to strategic stability and nuclear disarmament, Ottawa should be asked to re-engage on its long-held goal of preventing the weaponization of outer space. »

I. POUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE

David Harries, président de Pugwash Canada, revient d’un congrès international en Espagne intitulé Madrid Conference on Cyber Security. Beaucoup d’inquiétudes y relaient les rumeurs d’une avance technologique de la Chine dans le contrôle de l’espace cybernétique qui n’inquiète pas seulement les Américains échaudés par WikiLeaks.

42 Vice-président de Pugwash Canada, Fellow in international security at Simon Fraser University and senior fellow at the Simons Foundation in Vancouver, he served as Canada’s ambassador and permanent representative to the UN and the Conference on Disarmament in Geneva (2003-7)
J. FANFARES MILITAIRES ET CADETS ROYAUX DE L’ARMÉE

Nos propres recommandations de coupures visent aussi l’entretien de fanfares militaires à des coûts de dizaines de millions de $CAD, et ce sans comptabiliser le coût de leurs voyages gratuits en avions militaires d’un bout à l’autre du Canada. Leur conception de la musique nous semble nocive pour l’avenir de l’art, en particulier à cause de leur rythmique inféodée à la stricte métrique, en dehors de toute notion de respiration. [Cette critique faite par un professeur titulaire en musique d’université ne peut être corroborée par l’ensemble du CA des APLP qui approuve cependant l’appréciation suivante :] Le gouvernement Trudeau (la ministre Mélanie Joly) a été plus inspiré en augmentant les budgets du Conseil des Arts du Canada et de la Société Radio-Canada.

L’existence des Cadets royaux de l’Armée canadienne doit être remise en question : leur mission et leur programme font double emploi avec Forces Avenir qui développe des projets mieux articulés avec notre jeunesse, grâce à un programme qui, en accord avec les souhaits de la société civile, «vise à reconnaître, à honorer et à promouvoir l’engagement étudiant tant au secondaire, au collégial qu’à l’université, dans des projets qui contribuent à la formation de citoyens conscients, responsables, actifs et persévérants, à la fois enracinés dans leur collectivité et ouverts sur le monde».

K. EN CONCLUSION


Laissez-nous revenir pour une dernière fois sur un dossier qui a valeur d’exemple, non seulement pour la vénalité de l’OTAN, mais aussi pour le financement occulte de campagnes électorales. En 1993, les APLP s’étaient vigoureusement opposés à l’achat des hélicoptères EH-101 prônés par Kim Campbell. Équipés par Paramax d’armes anti-sous-marins soviétiques - en vue de les tenir loin de l’Océan Arctique? Allô, la pollution éventuelle, suite à un bombardement réussi, peu susceptible d’avoir lieu, puisque les sous-marins américains les tenaient et les tiennent loin de nos eaux territoriales! -, cette dépense projetée de six milliards de $ avait révolté les Canadiens qui ont conséquemment réduit le parti conservateur à deux députés (dont Jean Charest), le plus grand exemple de défaite cinglante subie par un parti au pouvoir en pays démocratiques.

* * *
5 - RADICALISATION DES FRÈRES JUMEAUX
MILITARISME ET TERRORISME

Radicalisation est un terme ambivalent. Les APLP prônent un changement radical au ministère de la Défense, pour guérir à la racine les maux qui l’affligent. Par contre, les organisations qui refusent de changer leur façon de penser et les religions qui prônent un retour aux sources sans les adapter à l’époque présente, représentent une autre sorte de radicalisation.

A. RADICALISATION TERRORISTE


La radicalisation terroriste utilise l’hypocrisie des positions incohérentes occidentales face aux conséquences dévastatrices des opérations militaires ou face à l’inertie de secourir la population palestinienne malgré les appels de l’ONU, par des tactiques de désinformation auprès de ses recrues. Malgré les efforts louables de Stéphane Berthomet, codirecteur de l’Observatoire sur la radicalisation et l’extrémisme violent, il semble y avoir recrudescence de radicalisations de jeunes islamistes. Ceux-ci seraient moins vulnérables aux propagandes haïneses, si les efforts des APLP et des groupes opposés à la propagande melleuse des médias occidentaux étaient mieux connus : le désespoir fanatique qui nourrit le terrorisme serait alors moins répandu.

Parallèlement à ce terrorisme de l’Armée Islamiste, nous n’avons pas hésité à dénoncer aussi la radicalisation terroriste de la CIA. Christian Morin, webmestre des APLP, a traduit l’article très documenté du neveu de l’ancien président, Robert F. Kennedy. Car l’ignorance de l’Histoire entraîne des confusions dramatiques, comme celle des Américains face à la guerre de Syrie :

When it comes to the US war in Syria, the Pentagon and the CIA don’t agree on much, and indeed don’t even seem to be able to settle among themselves who they’re actually fighting. The Pentagon sees the war as against ISIS, while the CIA sees the war as chiefly one to impose regime change against the Assad government.

B. RADICALISATION DES INDUSTRIES MILITAIRES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

On consultera le rapport www.dontbankonthebomb.com de l’Institut chrétien PAX et de l’organisme International Coalition to Abolish Nuclear Weapons pour y découvrir le nombre

43 http://www.artistespourlapaix.org/?p=5628
44 Dominique de Villepin, ancien premier ministre de France, écrit justement que l’État islamique est “l’enfant monstrueux de l’inconstance et de l’arrogance de la politique occidentale.”
45 À lire toutes affaires cessantes sur http://www.artistespourlapaix.org/?p=10719
effarant de compagnies canadiennes qui subventionnent à coups de milliards de $ la nuisance militariste des bombes nucléaires et des F-35, et même pour certaines d’entre elles le financement d’usines de fabrication de mines anti-personnel : SUN LIFE Financial, Banques DE MONTRÉAL, ROYALE et SCOTIA, POWER CORPORATION FINANCIAL, etc. figurent en premières places canadiennes de ces institutions financières qui font partie du Hall of Shame international. En contrepartie, le Traité d’Ottawa de 1997 contre les mines antipersonnel, adopté grâce au travail admirable de MM. Lloyd Axworthy et Jean Chrétien, devrait prévoir des amendes dont les fonds seraient dévolus à l’acquisition de millions de prothèses par HANDICAP INTERNATIONAL.

Les APLP ont participé à Ottawa à une manifestation en 2015 contre CANSEC, cette foire d’armements ouverte à toutes les dictatures de la terre qui s’est répétée le mois dernier et qui favorise une augmentation des ventes d’armes canadiennes à des régimes antidémocratiques. Les APLP ont une longue tradition de protester contre ces foires d’armement, y compris en filmant une honteuse participation canadienne à de telles entreprises à l’étranger : le film Peace-keeper at War, 42 minutes, 1993 (NFB - ONF), tourné au Koweït par l’APLP de l’année 2002 Martin Duckworth46, en est un éloquent témoignage.

Cinquante-sept mille visiteurs venant de 140 pays ont fréquenté l’Eurosatory, le plus grand salon de l’armement d’Europe, qui s’est tenu du 13 au 17 juin dernier à Villepinte (« l’Eurosatureie » dénonçait une affiche pacifiste!).


L’Humanité Dimanche

C. RADICALISATION RELIGIEUSE

Nos médias sont saturés d’informations sur l’islamisme radical sans remarquer que la radicalisation religieuse est hélas universelle, avec pour victimes des femmes violées par des

46 Martin Duckworth a été honoré du Prix du Québec Albert Tessier il y a quelques mois
hommes que leur religion, qu’elle soit hindoue, mormone ou raélienne, n’a pas instruits dans des comportements respectueux de la femme, problème commun à divers degrés à TOUTES les religions sans exception.

Le problème se corse quand les religions sont instrumentées par des pouvoirs militaires. L’islam, une religion attachée aux valeurs de paix, se transforme en cruel fanatisme lorsque les sunnites et les chiites se radicalisent dans une haine mutuelle. La pire déformation est survenue quand les sunnites salafistes à travers le monde ont reçu des dizaines de milliards de dollars des dirigeants féodaux de l’Arabie Saoudite exportant le wahhabisme, qui s’est mué en djihadisme radical avec Al-Qaeda (Ben Laden), Boko Haram, Al-Shaabab, ISIS et d’autres.

De même, les chrétiens de droite, réunis par exemple chez certaines dénominations évangéliques américaines et albertaines, assimilent les expéditions militaires à des croisades. Leur radicalisation religieuse s’envenime, même lorsque combattue de toutes leurs forces par le pape François, évidemment désavoué par Opus Dei et les Catholiques du Christ-Roi.

Nous devrions être plutôt rassurés que le nouveau ministre de la Défense soit issu d’une religion très minoritaire au Canada...

**D. RADICALISATION DES UNIVERSITÉS**

L’auteur de ces lignes, membre pendant sept ans de la Commission des Études de l’UQAM, y déplore un glissement vers la droite de la Chaire Raoul-Dandurand et même de l’Institut d’études internationales de Montréal47. Les deux semblent tout à coup fort indulgents face à la militarisation, étant désormais financés par la Banque Scotia, Power Corporation et Sun Life Financial dont on vient de dénoncer les implications douteuses.

Les APLP ont dénoncé cette radicalisation qui cherche à ramener les politiques de l’UQAM pourtant si bien entamées par le professeur émérite Jacques Lévesque, dans le rang des Concordia, McGill et Université de Montréal, déjà très impliquées dans la recherche militaire, contrevenant ainsi aux politiques explicites de l’UNESCO. Heureusement, les étudiantes et étudiants résistent, tel Alexis Milette dont le mémoire de maîtrise à l’UQAM nous prévient de l’aggravation prévisible des effets militaristes de la mondialisation, si les traités économiques et financiers transatlantiques ou transpacifiques sont adoptés :

« On estime que la mondialisation aurait eu pour effet de donner une importance particulière à l’autonomie des marchés tout en diminuant le rôle des États dans la régulation économique. Elle aurait également favorisé un changement dans la nature et les fonctions des entreprises multinationales. Celles-ci seraient de plus en plus influentes sur la scène mondiale. Certains auteurs vont jusqu’à soutenir que les entreprises ont acquis le statut et le pouvoir des États, sans assumer les responsabilités publiques traditionnellement exigées de ces derniers. Comme le transfert de pouvoirs ne s’est pas accompagné de responsabilités correspondantes, la régulation des activités des EMN pose de sérieux défis en matière de droits humains. »

47 Avec la présence de professeurs engagés tels Donald Cuccioletta ou Élisabeth Vallet, on regrette néanmoins la direction à l’IEIM par l’ex-doyen de la Faculté de droit (McGill), l’Autrichien Peter Leuprecht
E. RADICALISATION DES MÉDIAS

Nonobstant le bon travail individuel de correspondants tels Marie-Ève Bédard, Raymond St-Pierre ou Jean-François Lépine, la télévision et les médias semblent, avec leurs regroupements, devenus imperméables aux analyses pacifistes en les refusant comme extrêmes, leur préférant des kilomètres d’analyses ou de films illustrant les faits d’armes terroristes, par sensationnalisme. Que dire de leur rôle doublement néfaste en présentant les interventions guerrières contre Saddam Hussein ou Kadhafi comme d’irréprochables opérations de paix?

La tendance *tweeter* favorise en outre les interjictions insultantes plutôt que les idées (Trump est un exemple parfait) et les articles sont de plus en plus courts, les nôtres n’étant jamais diffusés, sauf par *l’Aut’Journal*.

F. RADICALISATION DES ENTREPRISES

Des nouvelles au hasard émergent parfois, par exemple pour faire écho à une plainte d’Amnistie internationale, en Papouasie, Nouvelle Guinée, où aucune avancée n’a été enregistrée par le gouvernement corrompu sur un rapport faisant état de deux cent cinquante-six victimes aux mains du personnel de sécurité d’une mine de propriété canadienne (rapport par Mines Watch du militant Ugo Lapointe).

Les minières canadiennes ont été accusées aussi en Afrique, en Amérique centrale et au Pérou d’avoir tué des grévistes syndicalistes et des manifestants environnementalistes qui contrecarraient le développement de leurs entreprises. L’appât du gain est-il un défaut plus répandu de nos jours qu’auparavant où une certaine culture (ou morale?) des dirigeants les freinait encore?

G. RADICALISATION DE LA POLICE

Les réunions du G7 tenues au Canada, à Québec sous la présidence de Jean Chrétien et à Montebello par le trio Harper-Calderon-Bush ont vu des policiers en civil pris en flagrant délit d’agir en agents provocateurs pour en vain enflammer la foule à vouloir commettre des actes de violence, avant de se faire démasquer par un service d’ordre syndiqué qui les a reconnus à leurs chaussures de police; voilà qui ne nous surprend guère, lorsqu’on a vu le film Z de Costa-Gavras avec Yves Montand et Irène Pappas. De telles tactiques, hélas trop fréquentes, sont en plus aggravées par la militarisation de la police (armures, armes létales, tanks et hélicoptères blindés). Un tel armement, justifié au Costa Rica qui n’a pas d’armée ou chez nous lors d’interventions contre des groupes de vendeurs de drogue lourdement armés (sud ou centre américains, triades asiatiques, *Hell’s Angels*), a par contre pour effet, lorsque mal employé, de détruire la complicité communautaire entre policiers et habitants de quartiers défavorisés (affaire Villanueva chez nous). Les jeunes et minorités ethniques protestataires sont échaudés par des violences à leur égard (Black lives matter). Et certains d’entre eux, ulcérés par une justice trop lente à condamner des gestes extrêmes de la police, sont portés à réagir par la
multiplication de manifestations violentes détruisant la propriété publique, alimentant ainsi la crainte des bien-pensants de faire valoir leurs droits en marchant dans la rue : dans tous ces cas, la société est perdante.

H. RADICALISATION DE L’ARMÉE

Le général Rick Hillier, dès le jour de sa nomination par Paul Martin, avait clamé sa satisfaction de voir « retrouvée la mission fondamentale de l’armée qui est de tuer », ce pourquoi les APLP ont demandé sa démission, obtenue hélas après qu’on ait assisté à l’ascension du tueur Russell Williams dans sa carrière d’officier des Forces aériennes du Canada...

Toutes ces radicalisations amènent peu à peu un climat de guerre. Les armées, dans certains pays qu’il ne faudrait surtout pas imiter (la Chine, la Corée du Nord, le Myanmar, les Philippines, le Guatemala, le Honduras, la Russie...), mènent souvent des répressions brutales contre leurs propres populations. Même les États-Unis d’Obama (et Hillary Clinton compte amplifier la répression), attaquent sauvagement Wikileaks de Julian Assange, Chelsea Manning et Edward Snowden, alors qu’ils ne sont que des lanceurs d’alertes ou whistleblowers, en utile dénonciation des excès du militarisme.

*   *   *
CONCLUSION : 16 RECOMMANDATIONS CONNEXES

Une politique de paix cohérente dépend aussi d’initiatives défendues ailleurs qu’au ministère de la Défense. N’écouter que les économistes de droite et refusant la vision éclairée de John Maynard Keynes, plusieurs provinces du Canada ont instauré des politiques d’austérité d’autant plus absurdes que les milliards continuent de pleuvoir à la Défense. L’élite préfère couper dans l’éducation, les programmes sociaux et les soins médicaux. Or, le gouvernement Trudeau a été élu sous la foi de discours qui refusaient courageusement cette tendance. Les APLP ont avec enthousiasme appuyé dès son élaboration la parité des ministères dirigés par des femmes.  

A. LA SÉCURITÉ DES FEMMES : 3 PROPOSITIONS

Que fait une telle recommandation dans une politique de défense? C’est que nous avons admiré la forte présence au Congo de Michaëlle Jean, alors Gouverneure générale à la tête de l’Armée du Canada, qui n’a pas hésité à s’adresser aux dirigeants de ce pays en dénonçant courageusement la violence faite aux femmes, comme elle le faisait en notre pays, en particulier celle contre les femmes autochtones: le gouvernement canadien doit choisir d’assurer la sécurité des femmes, premières victimes de nos sociétés de guerre, de sexisme et de racisme.

La signature récente du Canada en faveur des droits autochtones (Nations unies) est un signe de changement prometteur à cet égard.

Nos recommandations sont de : 

1- transférer les coupures de budget de la Défense pour assurer le financement adéquat d’une enquête fédérale consistante sur les 1200 Amérindiennes assassinées ou disparues.

2- remettre en fonction le Centre Droits et Démocratie (Montréal) éliminé par le gouvernement Harper et revenir au soutien financier antérieur de la Cour Pénale

http://www.artistespourlapaix.org/?p=7854

Voir un film avec toi, ONF 2016, de l’artiste pour la paix Jean-Daniel Lafond.
internationale. Ne pouvant rester indifférent face aux dizaines de morts violentes syndicales, religieuses et, entre autres autochtones (chaque jour au Honduras, au Salvador et au Mexique, notamment), il y va de la défense de nos idéaux de paix d’accorder un appui financier et diplomatique aux Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu (Guatemala), Malala Yousufsai (Pakistan), cette dernière combattant au péril de sa jeune vie en faveur de l’éducation des filles et à Mère Agnès-Mariam de la Croix, avec ses méditations courageuses en Syrie aux côtés de la Prix Nobel irlandaise Mairead Maguire. Le travail de la Cour Pénale Internationale traque les criminels responsables de massacres.

3- Engager cent millions de $CAD dans une campagne panafricaine pour éradiquer la tradition de l’excision, comme nous le suggérons en 2007, plutôt que les milliards dépensés en pure perte en Afghanistan. L’excision garde les femmes dans un état de sujétion face à des maris violents (islamistes, le plus souvent, même si le Coran n’a jamais approuvé cette pratique). Une campagne, à laquelle la Secrétaire générale de la Francophonie Michaëlle Jean serait sûrement heureuse de collaborer, aurait pour effet d’initier un changement majeur avec ensuite des répercussions internationales jusqu’en Afghanistan et même en Indonésie, et plus bénéfiques pour la paix que toutes les opérations militaires canadiennes en trente-cinq ans d’existence.  

B. MINISTÈRE DES AFFAIRE MONDIALES : 4 PROPOSITIONS

Nous avons pris note avec satisfaction de la nomination récente de vingt-six ambassadeurs parmi lesquels on compte treize femmes.

4- La situation internationale est mûre pour la session de l’ONU de septembre prochain, la dernière avec à sa tête le secrétaire général Ban Ki-moon qui est favorable au bannissement des armes nucléaires : le 7 décembre dernier, l’Assemblée Générale des Nations unies a adopté the Humanitarian Pledge du ministre Autrichien des Affaires étrangères : résolution 70/48 votée à 139 votes (83%) des 168 nations votantes. Car ces armes, en plus de gaspiller 100 milliards de $ annuels pour leur modernisation, entretiennent une menace terroriste permanente. C’est le plus grand dossier de paix des APLP et nous avons fait pression en faveur du désarmement nucléaire depuis sa nomination auprès du ministre Stéphane Dion. Les APLP appellent non seulement à éliminer la fonction alerte maximale qui déclenche en une minute une riposte de missiles avant même d’avoir confirmation d’une vraie attaque, ainsi que toute référence dans les politiques de pays nucléaires d’utiliser la bombe sans y être

50 Seule l’opération par l’OTAN de protection des Bosniaques de Sarajevo avait été recommandée en 1994 par les APLP (Gérard Pelletier, Marie-Hélène Falcon, Louisette Dussault), suite au massacre de Srebrenica
51 Lire par exemple notre 3e lettre au ministre à ce sujet http://www.artistespourlapaix.org/?p=10341
provoqué par une autre (no first-use policy) : nous demandons qu’un appel du Canada réclame la suppression totale des armes nucléaires52 ;

5- L’initiative de Pugwash Canada (Adele Buckley) de faire de l’océan Arctique, en collaboration avec le ministère des Affaires autochtones et du grand Nord, une Zone libre d’armements nucléaires est louable; et pourquoi ne pas faire du Canada entier une ZLAN?

6- Rappelant d’abord que la politique extérieure de M. Harper, alignée sur le gouvernement d’extrême droite israélien, a été sanctionnée par un vote excluant notre pays du Conseil de Sécurité, nous appuyons le dialogue avec l’Iran prôné par le ministre des Affaires mondiales (Stéphane Dion), que les États-Unis tentent de saboter malgré l’abandon par ce pays de l’enrichissement d’uranium. Avec des relations diplomatiques, libérer la professeure de Concordia Homa Hoodfar serait moins ardu.

7- Depuis des années53, les APLP appuient les efforts d’OXFAM et d’Amnistie internationale en faveur du Traité de Commerce des Armes (ONU). L’annonce du ministre Dion fin juin nous a déçus, puisqu’elle semble reporter à un an sa signature par le Canada. Elle s’impose le plus tôt possible, pour que sa conséquence prévisible fasse cesser de financer et de cautionner par la présence de ministres les ventes d’armes, particulièrement à des pays non démocratiques (CANSEC annuel à Ottawa). La situation du Yémen nous préoccupe, avec l’intervention armée de l’Arabie Saoudite et de ses blindés, auxquels le présent gouvernement, malgré une intense campagne de protestations civiles auxquelles les APLP ont activement participé, veut ajouter pour 15 milliards de $CAD de nouveaux blindés fabriqués en Ontario. Le surarmement n’est certes jamais la solution; au contraire, il porte toujours les germes d’un envenimement de la situation internationale.

C. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL : 3 PROPOSITIONS

8- Avec l’argent des coupures à la Défense, le Canada pourrait rejoindre les pays scandinaves, à peu près les seuls à respecter la demande de l’ONU que chaque pays riche accorde à l’aide internationale 0.7% de son revenu (selon les vœux de la Commission Pearson en 1968) au lieu du scandaleux 0.24% actuel du Canada;

9- Caraïbes et Colombie: encourager la ministre du Développement international et de la Francophonie, l’honorable Marie-Claude Bibeau, dans des initiatives pro-haïtiennes

52 Sur http://www.artistespourlapaix.org/?p=10900, on trouvera l’appel du 8 juin lancé par le Réseau canadien pour l’abolition de l’arme nucléaire et endossé par 45 organismes, dont les APLP
53 « Notre pays devrait faire preuve de plus d’indépendance et d’initiative pour soutenir le contrôle des armes et les mesures en faveur du désarmement ainsi que la création d’un bureau de vérification du transfert des armes des Nations-Unies ayant les ressources pour agir de façon préventive. Les informations sur les transferts d’armes devraient être publiques, à la vue de tous grâce à des mécanismes de vérification et de communications éprouvés. » Extrait de l’Enquête populaire 1992, vingt-cinq ans plus tôt !!
avec l’aide de Casques blancs54 et du Secrétariat général de la Francophonie et à améliorer les relations de la Colombie avec le Venezuela, vu qu’au fasciste Alvaro Uribe, président de 2002 à 2010, a heureusement succédé Juan Manuel Santos qui a signé la paix avec les FARC;

10- Si le Canada de Harper a refusé à Edmonton le financement pour un projet d’exposition universelle, Yves Jasmin55 rappelle le coût modeste d’EXPO67, compte tenu de l’ouverture au monde fantastique procurée au Québec : 432 millions de dollars (plus de la moitié remboursée par l’achat de passeports par les visiteurs). M. Jasmin fait aussi la suggestion suivante : plutôt que d’investir des dizaines de milliards de $ dans des avions militaires, pourquoi ne pas acheter des Canadairs champions de lutte contre les feux de forêt pour les mettre à la disposition de pays amis? Le Canada aurait beaucoup moins d’ennemis, sans avoir investi dans un seul F-35 et pour un prix infiniment moindre!

D. MINISTÈRE DE LA JUSTICE

11- À quand une nouvelle loi canadienne pour empêcher les collusions entre généraux (retraités ou non) et entreprises militaires privées?

E. MINISTÈRE DU PATRIMOINE

12- Ranimer avec la collaboration des ambassades canadiennes dans le monde, les programmes d’aide aux tournées mondiales d’artistes56, dont les dizaines de millions de dollars annuels ont été coupées par le gouvernement conservateur. Rétablir ces tournées enrichirait la conscience de paix et ces échanges culturels profiteraient à la réputation pacifique des Canadiens à l’étranger. La raison principale des APLP n’est pas de rédiger de tels rapports mais de proposer l’art comme une arme pacifique de persuasion et un outil de construction massive (Jean-Daniel Lafond). C’est ce que nous allons faire bénévolement, sans un sou de subvention, du 10 au 12 août prochains en animant un kiosque rue sainte-Catherine à Montréal pour le Forum Social Mondial.

54 La notion de Casques blancs est différente des Casques bleus évoqués en p. 6, en ce sens qu’il s’agirait d’une formation non militaire mais purement civile : architectes, ingénieurs, maçons, plombiers, etc.
55 Directeur des communications à EXPO67, M. Jasmin, O.C., 94 ans, a livré ces réflexions au cours d’une entrevue à Guylaine Maroist pour un film à venir afin d’en commémorer le cinquantenaire.
56 Les artistes qui effectuent des tournées à travers le monde acquièrent une certitude que tous les êtres humains, peu importent leurs cultures, leurs religions, leurs orientations sexuelles ou leurs gouvernements, ont une sensibilité commune : un film chinois aussi mélodramatique soit-il va faire pleurer autant qu’un film iranien qui traite de divorces douloureux. Partager cette certitude avec des êtres humains de partout sur la planète a été une chance que les artistes avaient autrefois, grâce au programme de tournées mondiales. N’oublions pas que les APLP ont été formés à partir des Performing Artists for Nuclear Disarmament, dirigés en 1983-84 par l’actrice suédoise Liv Ullman et l’entertainer américain Harry Belafonte, tous deux surpris de voir survivre leurs idéaux en notre coin de pays.
F. MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS

13- Assurer que les vétérans aient des pensions de vieillesse adéquates et puissent jouir de soins de santé physique et psychologique adaptés à leurs immenses besoins.

G. MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION ET DES RÉFUGIÉS

14- Veiller à ce que l’immigration des réfugiés au Québec soit accordée EN PRIORITÉ à ceux et celles désireuses de s’intégrer à la culture francophone, évidemment fragile en ce continent. En accord avec les discours des 1er et 3 juillet du premier ministre Trudeau recommandant de voir en chaque immigrant un enrichissement par sa diversité humaine, culturelle, voire LGBTQ, nous ferons toutefois observer que sans les destructions effectuées par les fauteurs de guerre, dont l’OTAN, l’immigration serait restée volontaire et non l’afflux désordonné qu’elle est hélas devenue. Depuis trois ans au moins, cet afflux notamment au Liban, en Jordanie, Grèce, Libye et Turquie, déstabilise l’Europe, en provoquant les débordements de certains partisans racistes du Brexit et des votes accrus au profit de partis aux tendances fascistes accusant les malheureux immigrants d’être à la source de leurs maux.

H. COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES

15- Travailler à la revitalisation du Traité d’Ottawa contre les mines antipersonnel, contrecarrée par le gouvernement conservateur qui ne voulait pas y inclure les cluster bombs à cause de leur usage par Israël, et favoriser la diffusion mondiale du Traité d’Oslo contre ces bombes à fragmentation;

16- Entreprendre une collaboration active en faisant connaître par des campagnesnationales les groupes prônant le désarmement, tels :

- le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), organisme international de recherche sur les armements qui inspire diverses causes par exemple de lutte contre les armes à uranium appauvri; le Canada a la chance d’y trouver deux de ses citoyens que nous avons rencontrés, Mme Aude Fleurant et M. Tariq Rauf, directeur du désarmement, du contrôle des armes et de la prolifération nucléaire;
- les efforts déployés au cours des ans (Bill Bhaneja, Brian Bronfman, Dimitri Roussopoulos) pour susciter la création d’un ministère de la Paix : voir http://www.canadianpeaceinitiative.ca/ ;
- mais aussi les organismes luttant démocratiquement contre la radicalisation : à Montréal, l’Observatoire sur la radicalisation et l’extrémisme violent, groupe appuyé par le secrétaire général de l’ONU le jour de sa visite à Montréal où le maire Coderre a invité quatre APLP au souper en son honneur ;

I. OPTIMISME

Notre optimisme provient, malgré tout, du constat d’un progrès international dans les trente-quatre dernières années à cause de l’influence exercée par les ONG ou OSBL, non seulement sur la jeunesse, mais aussi sur le pape François et la Croix Rouge internationale convaincus et convaincants sur la nécessité d’effectuer le dernier pas essentiel indiqué par le tableau suivant:

![Tableau des armes interdites](image)

En attendant ces développements à venir,
on pourra compter sur les APLP pour manifester au nom du pacifisme,
edcrire des articles informés de la façon la plus objective qui soit sur notre site
et envoyer des lettres en faveur du désarmement
aux responsables gouvernementaux.

Pierre Jasmin, vice-président des Artistes pour la Paix
mandaté par le conseil d’administration du 11 juillet 2016 (réunion 9b du C. A. 2015-2016)

Documents annexés :
1- témoignage des APLP au Comité sénatorial et de la Chambre des Communes (10-5-1994);
2- mémoire Roy-Jasmin du 9 février 2008 pour le Collectif Échec à la guerre;
3- lettre du colonel Surtees secrétaire de la Défense (9 juin 2016).